

Le Mur de l'argent 1924

Le mur de l'argent... La formule, à peine apparue, a fait mouche. Vieille de quatre-vingt huit ans, elle reste vivante, au cœur d'une inquiétude lancinante des gauches. Il s'agit du danger qu'un exécutif fondé sur la légitimité des urnes vienne se briser sur l'hostilité de forces financières, que des puissances économiques occultes contredisent les effets d'un scrutin démocratique, entravent la marche d'un gouvernement, puis, pour le pire, l'entraînent à sa perte.

Le moment où les circonstances ont fait surgir l'expression et légitimé son emploi est celui du Cartel des gauches. Les élections du 11 mai 1924 marquent la défaite de la Chambre « bleu horizon », de centre-droit, la fin du gouvernement de Raymond Poincaré et le succès de la coalition électorale formée par les socialistes et les radicaux. Édouard Herriot, leader de ces derniers, accède au pouvoir. Il fait naître beaucoup d'espairs du côté du « parti du mouvement ». Mais il ne faut qu'un an pour que sa faillite soit retentissante. Le cabinet s'effondre le 10 avril 1925. D'autres lui succèdent sans plus de succès : les mois qui suivent, avant le retour satisfait de Poincaré, leader d'une droite modérée, en juillet 1926, ne sont qu'une longue agonie de la majorité de 1924.

C'est dans ces conditions qu'Herriot dénonce amèrement le « mur de l'argent ». Il sait qu'il a mécontenté l'Eglise par des mesures de laïcité ferme, notamment dans l'enseignement, les mouvements d'Anciens combattants en amnistiant les hommes politiques condamnés pour défaitisme, l'opposition nationaliste par sa politique de conciliation envers l'Allemagne et de soumission à l'Angleterre, la droite toute entière en transportant les cendres de Jaurès au Panthéon. Il fait peur aux grosses fortunes en évoquant la création d'un impôt sur le capital, momentanée ou durable –l'ancêtre de notre ISF.

Il est avéré que diverses puissances financières, fort hostiles à la « radicaile » et historiquement bien identifiées, ont provoqué sa déconfiture : au premier rang les régents de la Banque de France. Il se trouve en effet que le mythe d'un possible retour du franc à sa valeur-or d'avant 1914, en dépit des conséquences, en réalité insurmontables, des dépenses de la Grande guerre, s'avère ravageur dans l'opinion. Dès lors qu'Herriot et son équipe n'osent pas pourfendre cette illusion en la dénonçant comme absurde, elle les contraint, pour tenir le budget, à faire appel à des « avances » de la Banque de France qui « crèvent », chose vue symboliquement comme affreuse, le « plafond » fixé par le Parlement. Et puisqu'on ne veut pas avouer cette illégalité, un gouverneur complaisant accepte de truquer les bilans de la Banque, dans l'espoir fallacieux de réussir bientôt à les redresser.

Fatale imprudence. Dès qu'ils sont informés, les régents de la Banque de France, eux-mêmes issus des deux cents plus forts actionnaires de la Banque, les fameuses « deux cents familles », au premier rang desquels Édouard de Rothschild et François de Wendel, s'apprêtent à dresser avec joie un obstacle mortel devant le cabinet en menaçant de démissionner avec éclat s'il n'avoue pas le méfait. Et ils choisissent le moment de l'estocade sous le coup d'une indignation qu'ils ont provoquée. Par quoi la formule d'Edouard Herriot justifie pleinement sa validité.

Non sans de graves conséquences : l'expérience du Cartel a nourri l'idée, forte surtout à droite, bien sûr, mais entretenue parfois ailleurs, d'une inaptitude foncière de la gauche à exercer durablement le pouvoir en assurant à l'État un équilibre financier.

Pour prendre la pleine mesure de la faillite d'Herriot devant l'argent, on se doit d'apprécier la nature des forces politiques et parlementaires sur lesquelles il pouvait fonder son pouvoir. Certains auteurs minimisent la responsabilité du cabinet de 1924 en soulignant les profondes divisions de la gauche (les socialistes soutenant sans participer). Mais une photographie des composantes du départ ne suffit pas, car l'énergie et le succès dans l'ordre politique permettraient d'élargir, dans un deuxième temps, les soutiens et de rallier des esprits d'abord incertains.

L'histoire du Cartel de 1924 propose à la gauche des leçons utiles. Il n'existe nulle fatalité qui impose que les fautes d'Herriot et des siens soient, dans un autre

cadre, réitérées. Tendance à diaboliser l'adversaire de droite et à exagérer à la fois la cohésion de ses troupes et la cohérence de sa stratégie ; méconnaissance de la loyauté de hauts fonctionnaires prêts pourtant à servir une politique nouvelle ; moulinets destinés à effrayer les centres sans que les actes suivent, par exemple sur le thème de l'impôt sur le capital, si bien qu'on perd sur les deux tableaux; incapacité de s'expliquer clairement devant le pays : le gouvernement a prêté le flanc à l'hostilité doctrinaire et intéressée de ses adversaires.

La mémoire de ce triste épisode a-t-elle été assez vivante pour guider les responsables dans les deux autres cas qui viennent à l'esprit : 1936 et 1981 ?

Lors des débuts du Front populaire, en 1936, le grand patronat est trop occupé par les grèves et les occupations d'usine pour fomenter je ne sais quelle conjuration contre le gouvernement de Léon Blum ; il a d'ailleurs besoin de lui, dans un premier temps au moins, pour sortir de la crise par les accords Matignon passés avec le mouvement ouvrier sous l'autorité de l'Etat. Et d'ailleurs la réforme de la Banque de France qui y supprime, avec le Conseil des régents, le pouvoir direct des « deux cents familles » rend impossible la répétition de l'opération de 1925.

Le schéma est autre. On a souvent reproché à Léon Blum, par la suite (ce fut une antienne d'Alfred Sauvy) de n'avoir pas décidé d'entrée de jeu, comme le lui conseillaient des inspecteurs des finances, une dévaluation dont il aurait pu, politiquement, attribuer la responsabilité à ses prédécesseurs et qui aurait facilité

les exportations: il aurait évité ainsi que lorsqu'il y procéda avec retard, à l'automne, soient engraisés les possédants qui avaient fait fuir leurs capitaux à l'étranger, mus par une crainte pour leurs biens autant que par une hostilité partisane. Date à partir de laquelle les difficultés budgétaires de l'Etat, accrues par les nécessités du réarmement, en vinrent à asphyxier son gouvernement, renversé en juin 1937. Mur d'argent, oui, mais cette fois différent. François Bloch-Lainé, représentatif, après la Libération, de ces hauts fonctionnaires soucieux de faire respecter, contre les forces financières, l'autorité de l'Etat, observait après coup qu'il n'était plus constitué de pierres de taille mais d'un assemblage incertain de petits cailloux...

Au mois de mai 1981 on a vu resurgir, comme il était naturel, la même crainte. François Mitterrand, lors de sa conférence de presse du 24 septembre suivant, affirma sa conviction qu'un mur de l'argent existait à nouveau bel et bien. Au lendemain de son élection à la tête de l'Etat, les ventes se multiplièrent à la Bourse, notamment pour les titres des groupes nationalisables, les dévalorisant ; tandis que les spéculations contre le franc obligeaient la Banque de France à intervenir pour le défendre, celle-ci retrouvant, sinon un pouvoir, au moins une autonomie qui pouvait paraître faire écho à celui de 1924 –dans une tonalité plus modérée.

Les nouveaux dirigeants de gauche se sont alors interrogés, entre réalisme et volontarisme, sur ce que permettait la conjoncture dans un pays dont l'économie était mondialisée, où la fuite des capitaux, à l'initiative de Français comme d'étrangers, était à nouveau intense.

Que quelques personnalités, du côté des grandes affaires, exaspérées par cette défaite de leur camp, aient combiné la quête du gain et la vindicte politique, voilà qui est plus que probable. « Mon expérience personnelle, a écrit le même Bloch-Lainé, m'a permis de repérer quelques points sensibles de grande influence, où l'émotivité et la sottise rendent la manœuvre assez facile à quelques volontés bien placées. » Mais là encore, si l'on continue à filer la métaphore, le mur ne comprenait que quelques gros moellons et beaucoup de graviers, à moins qu'il faille parler de grains de sable. Et la contrainte extérieure a compté plus que les offensives du dedans.

Aux économistes de nous éclairer aujourd'hui quant à la liberté d'action du pouvoir républicain, en cas de victoire de François Hollande, sur les effets concrets des évolutions récentes des marchés planétaires, la monnaie partagée dans l'euro-zone, la hausse impressionnante de la dette nationale (stabilisée seulement sous le gouvernement Jospin), qui était de 20% du PIB en 1981 et qui approche 90% aujourd'hui... Mais à l'historien il revient de rappeler quelques permanences.

La nécessité d'abord, pour un gouvernement de gauche, de mesurer lucidement, en dynamique, sans vaine exaltation ni présupposé idéologique, la latitude d'action dont il peut disposer (jamais mince), en appréciant sans naïveté ni fantasme si les mouvements collectifs de la méfiance ou de la franche hostilité sont plus difficiles à contrer que jadis. Et de ne pas s'obséder sur l'idée de complots adverses, propre à l'inhiber dangereusement.

Ne négligeons pas, au surplus, sous la lumière de la longue durée, la portée positive d'un surcroît de justice sociale et fiscale ; tout patriotisme mis à part, elle est à même d'accroître une cohésion dont les plus riches aussi, au dedans et au-dehors, peuvent anticiper l'avantage, à la réflexion, pour la prospérité de leurs desseins. Et comment ne pas jouer en même temps, en faisant confiance à la loyauté des hauts fonctionnaires, de toutes les armes techniques dont un gouvernement dispose –fort variables évidemment d'une date à l'autre-, avec l'obsession de ne pas se tromper d'époque? Un souci essentiel étant d'expliquer pédagogiquement à la nation les enjeux dont il s'agit, après s'être assuré qu'on en pèse soi-même la portée: ce qu'Herriot n'avait pas su faire, en 1924, faute de compétence, de courage peut-être, et sûrement de confiance en soi.

Jean-Noël Jeanneney